

La note de Conjoncture de la CAPEB

LA LETTRE
D'INFORMATION
HEBDOMADAIRE
DU RÉSEAU

Conjoncture du
1^{er} trimestre 2015

Avril 2015



ACTIVITÉ DE L'ARTISANAT DU BÂTIMENT : UN DÉBUT D'ANNÉE DIFFICILE ET DES TRÉSORERIES ENCORE DÉGRADÉES

Au 1^{er} trimestre 2015, l'artisanat du bâtiment poursuit son recul d'activité avec une baisse de 3 % et voit les difficultés de trésorerie de ces entreprises se confirmer.

Mémo du trimestre

Activité globale **↘ - 3 %**

Neuf **↘ - 6 %**

Entretien-Rénovation
↘ - 1 %

Prévisions 2015

Activité globale
↘ - 1 %

Neuf **↘ - 4 %**

Entretien-Rénovation
↗ + 1 %

Le début d'année 2015, avec un recul de - 3 % en volume, s'inscrit dans le prolongement de l'année 2014 (pour rappel - 3 % au 4T2014).

Cette dégradation s'explique, comme au trimestre précédent, par une chute de 6 % en construction neuve (après 6,5 % au 4T2014) et par une baisse néanmoins modérée de l'activité d'entretien-amélioration avec - 1 % (comme au trimestre précédent), malgré des travaux de performance énergétique affichant une hausse d'activité encourageante de + 0,5 % (après deux trimestres en recul).

La construction neuve continue de souffrir d'une diminution des mises en chantier avec un repli de 10,5 %, soit 351 100 unités sur douze mois cumulés. La construction de logements neufs est donc à son plus bas niveau depuis 5 ans même si, suite à la révision méthodologique de la statistique publique, le nombre de mises en chantier et de permis de construire a été réajusté. Les perspectives sont également sombres du côté des permis de construire puisqu'ils reculent de 6,6 % sur un an.

L'ensemble des métiers de l'artisanat du bâtiment est affecté affichant des replis compris entre - 2 % et - 4 % pour ce trimestre.

L'ensemble des régions est également concernée avec des replis compris entre - 1,5 % et - 4,5 %. Le Centre, la Normandie et l'Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne sont particuliè-

rement impactés. De plus, le nombre d'entreprises déclarant travailler pour les collectivités locales ne cessent de baisser (23 % contre 33 % au même trimestre de l'année précédente). À cela s'ajoute le fait qu'un quart d'entre elles enregistre une diminution de leurs chiffres d'affaires avec ces collectivités. Les dotations en baisse de l'Etat aux collectivités locales continuent de laisser leur empreinte sur l'activité des entreprises artisanales.

Le repli de l'activité des entreprises artisanales s'accompagne également d'une baisse des carnets de commandes qui ne représentent plus que 66 jours de travail en avril 2015 (contre 72 un an plus tôt). Toutefois, il semblerait que malgré ce recul, les perspectives des carnets de commandes pour le deuxième trimestre se dégraderaient moins vites, aussi bien en construction neuve qu'en entretien-amélioration et cela, pour l'ensemble des entreprises quel que soit leur effectif salarié (moins de 10 et de 10 à 20 salariés).

Malgré l'apparition de premiers signes encourageants tels que le frémissement des travaux de performance énergétique, la baisse des taux d'intérêts et la mise en place de plans de relance du logement, l'année 2015 devrait encore subir un recul d'activité dans l'artisanat du bâtiment.

(Évolution en volume de l'activité des entreprises artisanales du bâtiment)

En savoir plus sur **ARTUR**

VOLUME D'ACTIVITÉ

**Un repli d'activité de 3 %
comme au trimestre
précédent**

L'activité en volume des artisans du bâtiment recule de 3 % par rapport au même trimestre de l'année précédente.

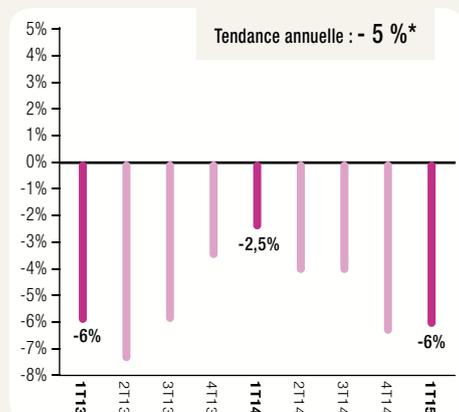
Dans la construction neuve, la dégradation se poursuit avec une baisse de 6 % tandis que l'activité en entretien-rénovation enregistre un recul de 1 % comme au trimestre précédent.

Le volume des travaux d'Amélioration de la Performance Énergétique des Logements renoue avec la croissance et affiche une progression de 0,5 %.

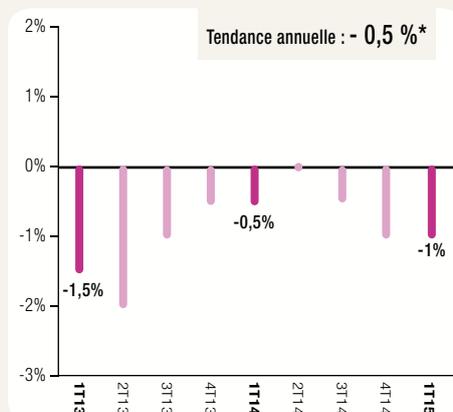
Activité globale



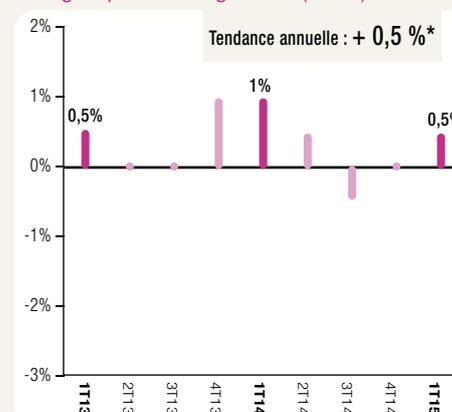
Construction neuve



Entretien-rénovation



Travaux d'Amélioration des Performances Énergétiques du Logement (APEL)



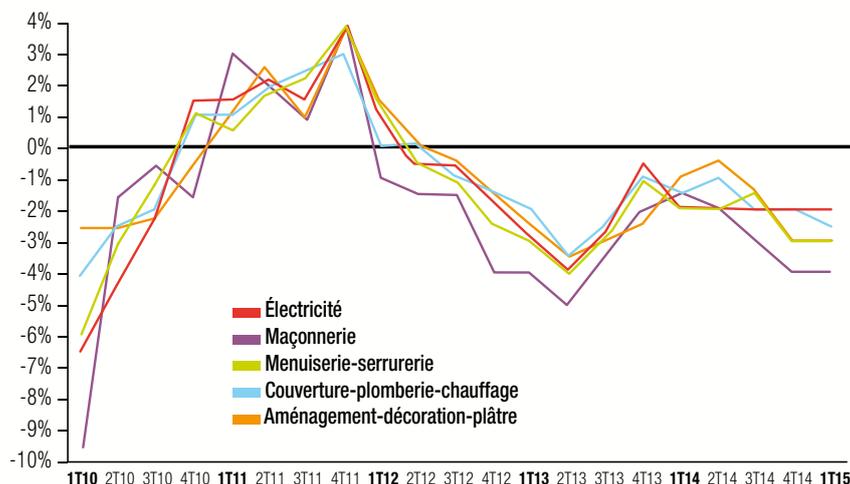
Sources : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente. - * Tendance annuelle : 4 derniers trimestres cumulés

ACTIVITÉ PAR CORPS DE MÉTIERS

Un recul de l'activité contrasté entre les différents corps de métiers

La dégradation du volume d'activité se situe entre - 2 % et - 4 % pour les différents métiers. Les travaux de couverture-plomberie-chauffage connaissent une baisse de 2 % comme au trimestre précédent et les travaux d'électricité affichent un recul de 2,5 %.

Les travaux d'aménagement-décoration-plâtrerie et de menuiserie-serrurerie, quant à eux enregistrent une baisse de 3 % alors que l'activité de maçonnerie est, ce trimestre, la plus impactée avec une baisse de 4 %.

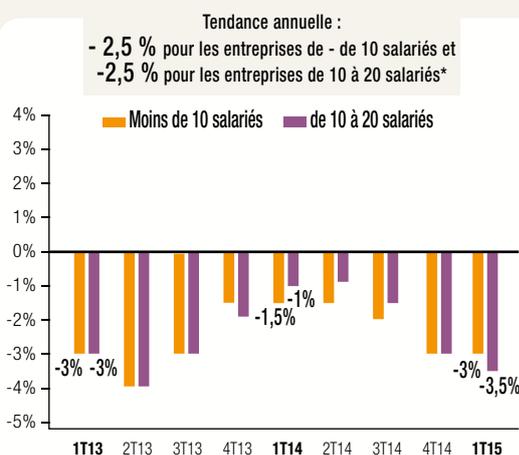


Source : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Les entreprises de 10 salariés à 20 salariés sont plus touchées ce trimestre

Au 1^{er} trimestre 2015, la baisse d'activité est de 3 % pour les entreprises de moins de 10 salariés contre - 3,5 % pour les entreprises de 10 à 20 salariés.

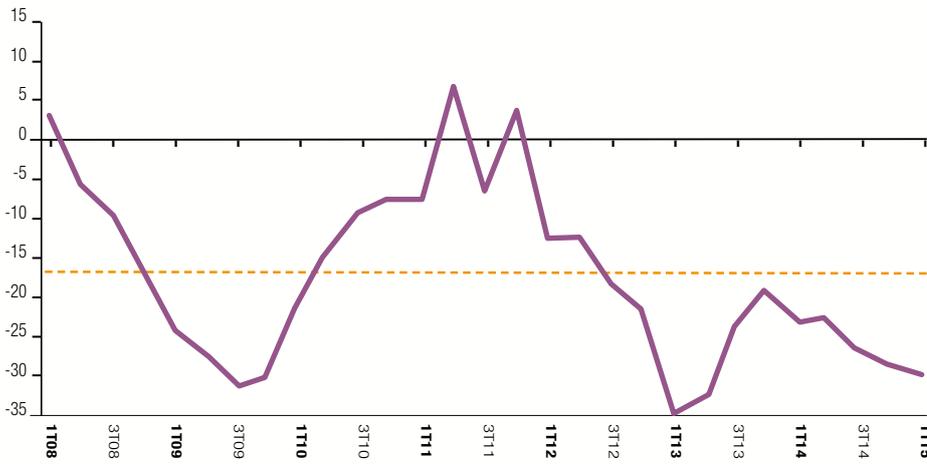


Source : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

* Tendance annuelle : 4 derniers trimestres cumulés

TRÉSORERIE

BESOINS DE TRÉSORERIE

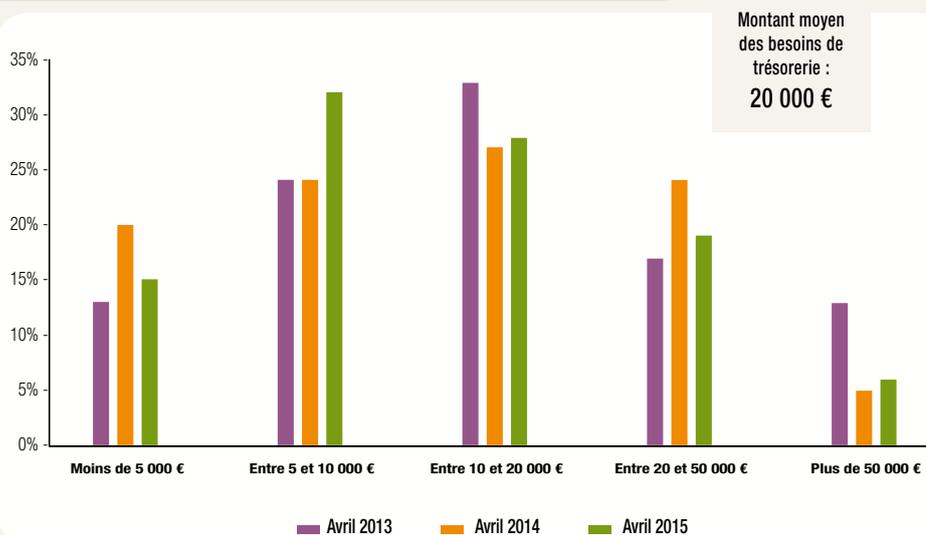


Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

Nouvelle dégradation ce trimestre

La trésorerie des entreprises se dégrade à nouveau au premier trimestre 2015. En effet, 34 % des professionnels font état d'une détérioration de leur trésorerie alors que seulement 5 % soulignent une amélioration.

RÉPARTITION DES BESOINS DE TRÉSORERIE



Source : CAPEB - I+C.

Des besoins de trésorerie qui restent élevés

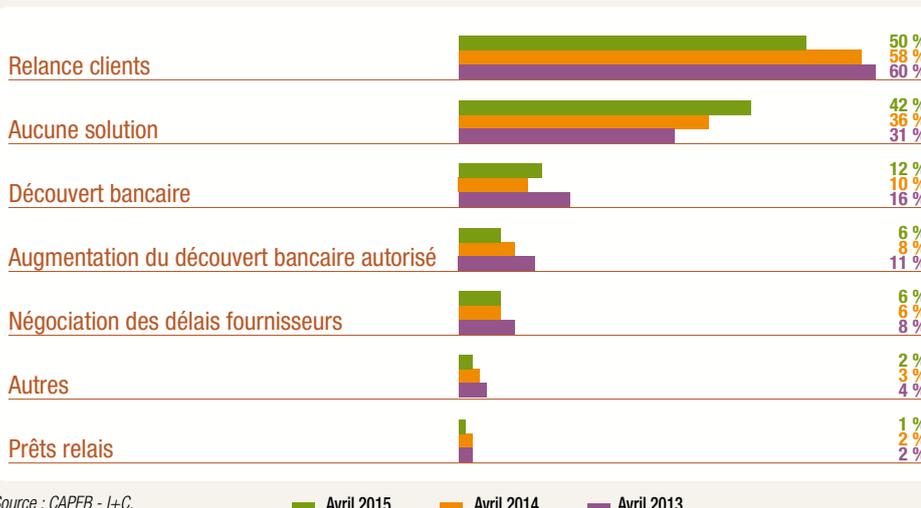
Au 1T2015, 47 % des entreprises font état de besoins de trésorerie (contre 40 % au même trimestre de l'année précédente), dont 53 % d'entre elles déclarent un besoin supérieur à 10 000 €.

En avril 2015, le montant moyen des besoins de trésorerie de ces entreprises est de 20 000 €.

En avril 2015, 5 % des entreprises déclarent une hausse du délai de paiement des clients (contre 13 % en avril 2014) alors que 11 % enregistrent une baisse. Les défauts de paiement des clients sont en hausse pour 7 % des entreprises contre seulement 3 % d'entre elles qui déclarent une baisse.

SOLUTIONS MISES EN ŒUVRE POUR RÉSOUDRE LES PROBLÈMES DE TRÉSORERIE

Plusieurs réponses sont possibles



Source : CAPEB - I+C.

Pour résoudre leur problème de trésorerie, 50 % des entreprises ont recours à des relances clients (elles comptent d'abord sur leurs propres moyens).

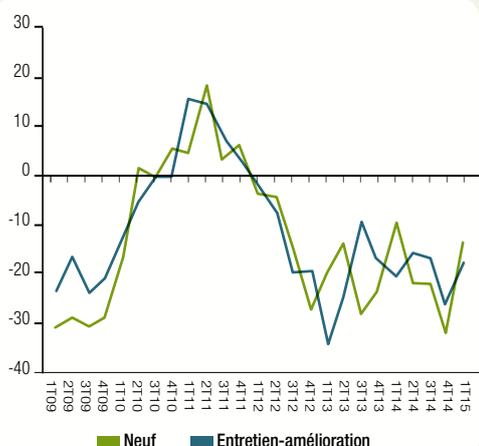
En effet, 78 % des entreprises ont constaté des retards de paiement de clients (contre 74 % en avril 2013), et 40 % des entreprises déclarent une augmentation des retards de paiement.

Le découvert bancaire, l'augmentation du découvert bancaire autorisé et la négociation de délais avec les fournisseurs sont également utilisés par les entreprises.

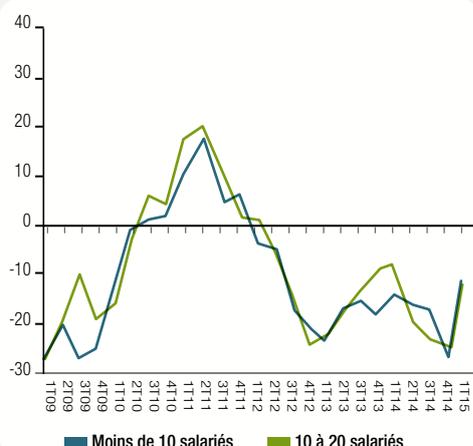
À noter que dans plus de 42 % des cas, les entreprises n'envisagent aucune solution.

CARNETS DE COMMANDES

Neuf / Entretien-amélioration



Moins de 10 salariés / 10 à 20 salariés



Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

Moindre dégradation des carnets de commandes

Les carnets de commandes représentent 66 jours de travail au 1^{er} trimestre 2015 (contre 72 jours un an auparavant).

Le renouvellement des plans de charge en entretien-amélioration et dans le neuf, affichent une moindre baisse pour l'ensemble des entreprises (moins de 10 salariés et de 10 à 20 salariés).

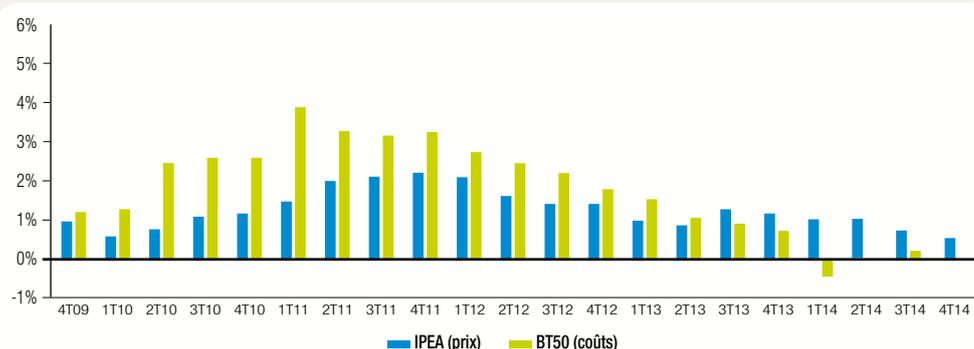
ENTRETIEN-AMÉLIORATION DU LOGEMENT : COÛT ET PRIX DES TRAVAUX

Des coûts qui progressent moins vite que les prix

Les prix augmentent de 0,5 % au 4^{ème} trimestre 2014, soit une hausse supérieure à celle des coûts 0 % (contre 0,2 % au trimestre précédent).

L'augmentation globale des prix est essentiellement due à la hausse des prix des travaux de menuiseries bois et PVC, d'électricité de menuiserie métallique et de serrurerie.

Évolution comparée des prix et des coûts



Source : MEDDE ET INSEE, évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Evolution des prix par corps de métiers (4T2014 / 4T2013)

Maçonnerie Béton Armé Carrelage	1,0 %
Peinture Revêtement mural et de sol souple	-0,1 %
Menuiseries Bois PVC	1,4 %
Couverture zinguerie	-0,6 %
Génie climatique	0,2 %
Plomberie sanitaire	0,3 %
Électricité	0,7 %
Menuiserie métallique Serrurerie	0,7 %
Plâtrerie	1,4 %

MÉMO

Indice des prix à la consommation

Valeur en mars 2015	Évolution annuelle (M/M-12)
126,20	-0,1 %

Indice du coût de la construction

Valeur au 4T14	Évolution annuelle (T/T-4)
1 625	+0,62 %

Indice de référence des loyers

Valeur au 4T14	Évolution annuelle (T/T-4)
125,29	+0,37 %

Source : INSEE, indice base 100 au 4^{ème} trimestre 1998.

Index BT50

Valeur en décembre 2014	Évolution annuelle (T/T-4)
106,1	+0,02 %

Source : MEDDE, publication au JO du 15/03/2015, changement de base, base 100 en 2010.

Cours de l'aluminium

En dollars/tonne en février 2015	Évolution annuelle (M/M-12)
1 820,31	+7,5 %

Cours du cuivre

En dollars/tonne en février 2015	Évolution annuelle (M/M-12)
5 880,0	-17,8 %

Cours du zinc

En dollars/tonne en février 2015	Évolution annuelle (M/M-12)
2 102,4	+3,3 %

Prix de vente des produits céramiques et matériaux de construction

Valeur en novembre 2014	Évolution annuelle (M/M-12)
102,4	-1,3 %

Prix de vente du béton prêt à l'emploi

Valeur en novembre 2014	Évolution annuelle (M/M-12)
99,3	-1,7 %

Prix de vente des produits sidérurgiques de base et ferroalliages

Valeur en novembre 2014	Évolution annuelle (M/M-12)
96,9	-3,4 %

Source : INSEE, indice base 100 en 2010.

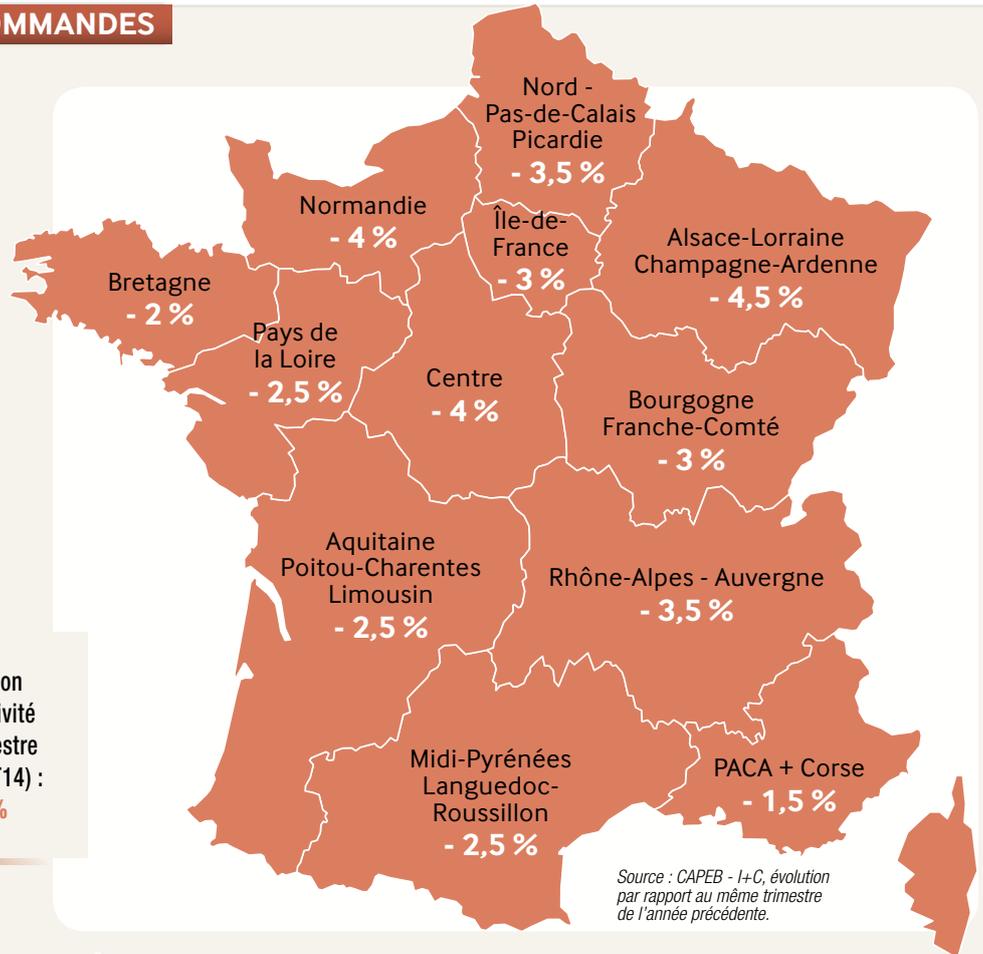
ACTIVITÉ ET CARNETS DE COMMANDES

Activité

Au 1^{er} trimestre 2015, l'ensemble des régions enregistre un nouveau repli de leur activité compris entre - 1,5 % et - 4,5 %.

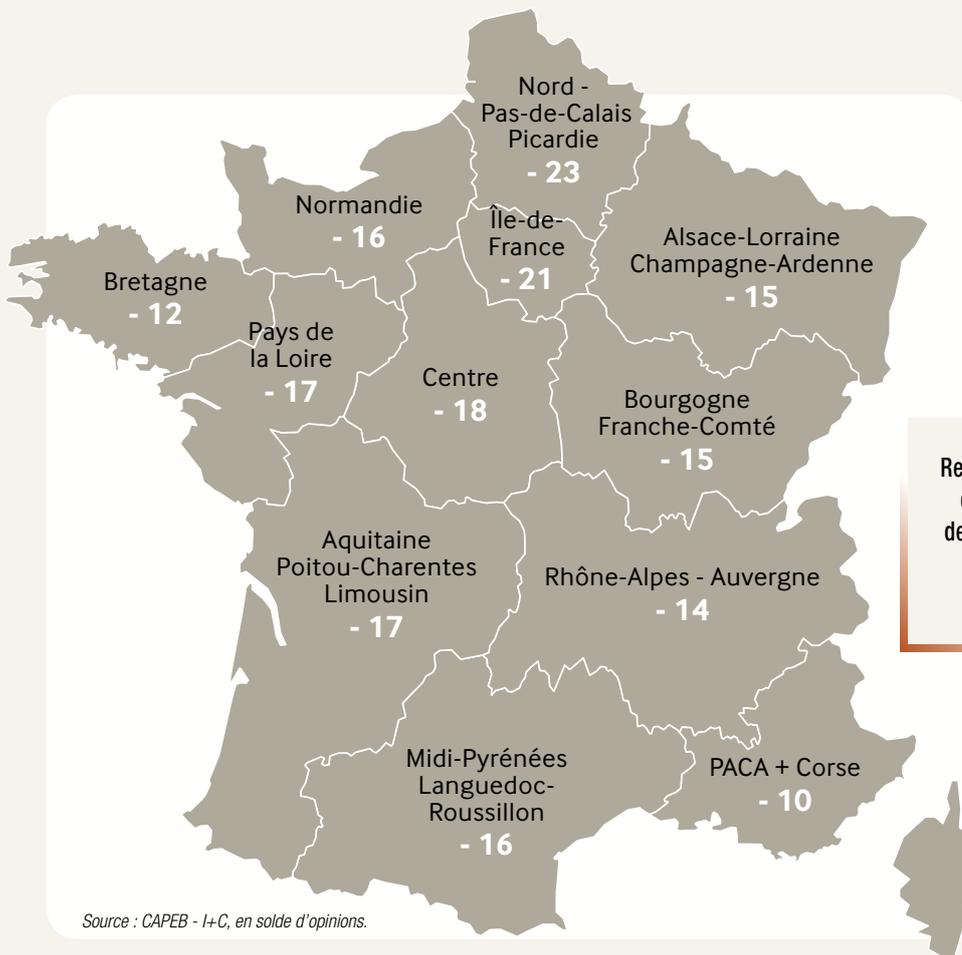
Ainsi, le Centre, la Normandie ou l'Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne sont particulièrement touchées puisqu'elles affichent un recul au moins égal à 4 %. Au contraire, les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse enregistrent une baisse d'activité de 1,5 %.

Situation de l'activité du trimestre (1T15/1T14) :
- 3 %



Commandes

Le renouvellement des carnets de commandes est difficile dans l'ensemble des régions notamment en Nord-Pas-de-Calais-Picardie et en Île-de-France.



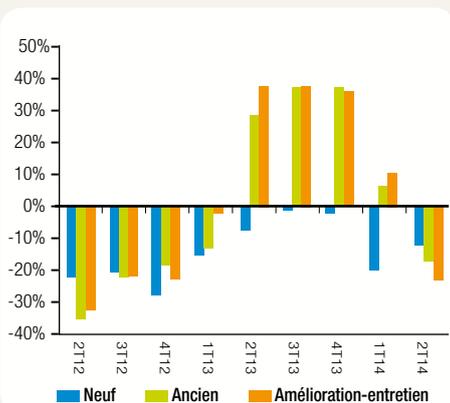
Renouvellement des carnets de commandes (en solde d'opinions)

Interprétation des soldes d'opinions : méthodologie

Le solde d'opinions se rapportant à l'activité mesure la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant enregistré une hausse de leurs carnets de commandes et le pourcentage d'entreprises ayant enregistré une baisse.

La valeur d'un solde d'opinions doit être interprétée en fonction de la moyenne des soldes d'opinions précédents, il s'agit ici de la première collecte sur les douze régions.

CRÉDITS À L'HABITAT ET TAUX D'ÉPARGNE



Source : Banque de France.

Des crédits à l'habitat à nouveau en baisse

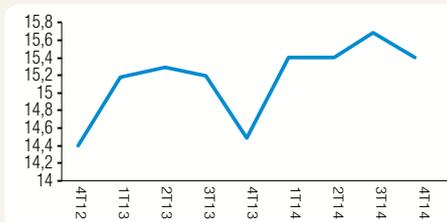
Les montants de crédits accordés pour l'achat d'un logement neuf continuent de baisser pour le 12^{ème} trimestre consécutif au 2^{ème} trimestre 2014 (- 11,2 % par rapport au même trimestre de l'année précédente).

Les montants accordés pour l'acquisition de logements anciens baissent également, - 16,1 %, tout comme les crédits destinés aux travaux d'entretien-amélioration - 21,9 % par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Le montant global des crédits octroyés aux ménages poursuit son recul avec - 15,4 %.

Évolution du taux d'épargne des ménages

Au 4^{ème} trimestre 2014, le taux d'épargne (15,4 %) diminue par rapport au trimestre précédent. Toutefois, il s'établit à 15,5 % en moyenne sur l'année 2014, soit la moyenne la plus haute observée sur les 3 dernières années.

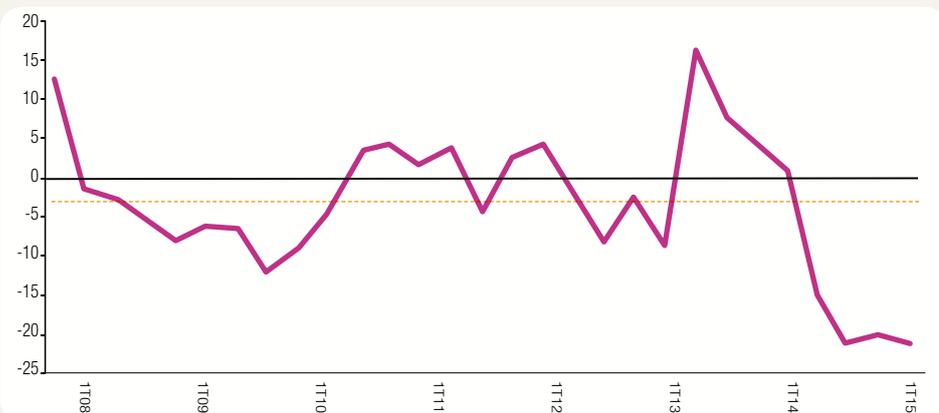


Source : INSEE. Le taux d'épargne est le rapport entre l'épargne des ménages et le revenu disponible brut.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Un solde d'opinions au plus bas

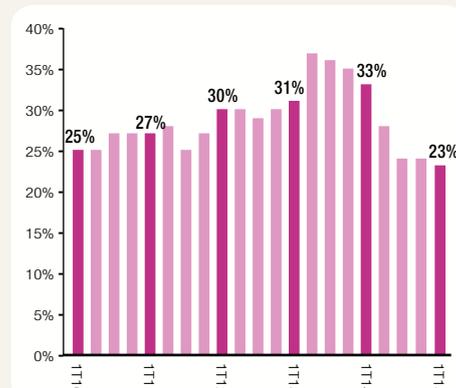
25 % des entreprises enregistrent une baisse de leur chiffre d'affaires réalisé pour le compte des régions, départements et communes, tandis que 4 % constatent une hausse. L'activité avec les collectivités est au plus bas et très inférieure à la moyenne observée sur les sept dernières années.



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en rose : solde d'opinions / en pointillé : pourcentage d'entreprise).

23 % des entreprises travaillent pour les collectivités territoriales

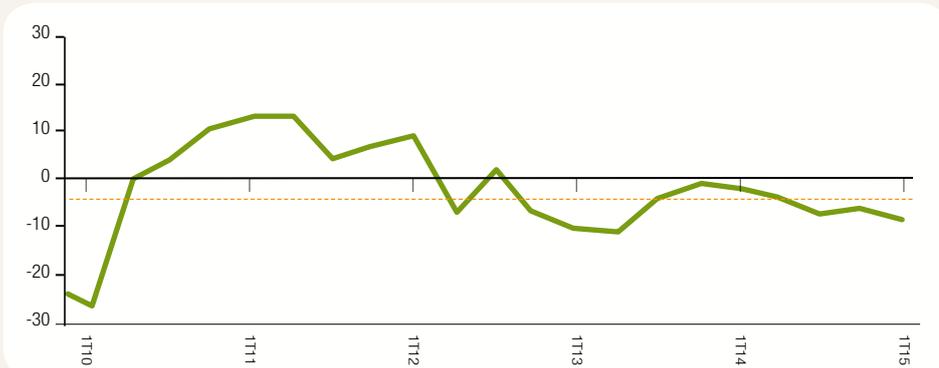
Le nombre d'entreprises travaillant pour le compte des collectivités locales est en forte baisse par rapport au même trimestre de l'année précédente (23 % contre 33 %) et atteint ainsi son niveau le plus bas depuis 5 ans.



SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance encore en baisse

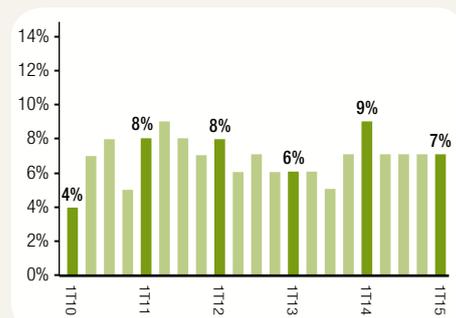
17 % des entreprises notent une baisse de leur activité réalisée en sous-traitance alors que 9 % constatent une progression. L'activité en sous-traitance est inférieure à la moyenne observée sur les sept dernières années.



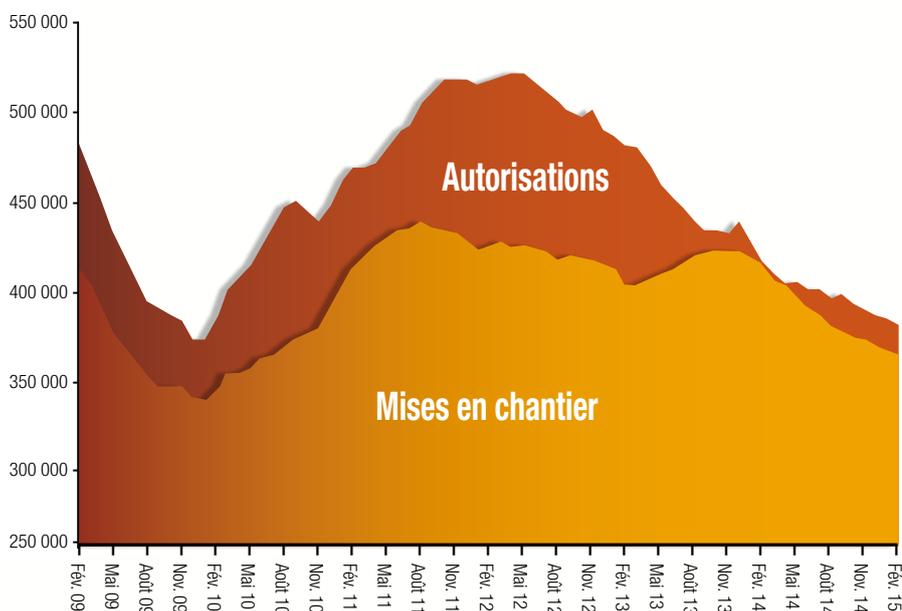
Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en vert : solde d'opinions / en pointillé : pourcentage d'entreprise).

7 % des entreprises en sous-traitance

Le nombre d'entreprises réalisant des travaux en sous-traitance s'établit à 7 % ce trimestre comme aux trois trimestres précédents.



NEUF : AUTORISATIONS ET MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS



Les mises en chantier poursuivent leur baisse

À la fin février 2015, on totalise plus de 351 000 logements neufs commencés (en cumul sur 12 mois), soit une baisse de 10,5 % sur un an.

Les mises en chantier de logements individuels purs sont particulièrement touchées puisqu'elles affichent une baisse de 16,1 % et s'établissent à 102 800 sur 12 mois cumulés.

En février, le nombre de permis de construire de logements déposés sur 12 mois cumulés continue de reculer - 6,6 %.

Type de logements commencés

Cumul des 12 derniers mois (résultats à la fin février 2015)

Variation (mars 2014 à février 2015) / mars 2013 à février 2014)

Individuels purs	102 800	-16,1 %
Individuels groupés	38 000	-23,0 %
Collectifs	183 000	-7,1 %
Logements en résidence	27 300	16,4 %
Total	351 100	-10,5 %

Source : MEDDE (nouvelle méthodologie en date réelle estimée), estimation des chiffres à partir des données collectées, complétée par des travaux de modélisation et des enquêtes annuelles.

ANCIEN : VENTES DE LOGEMENTS

Nombre de ventes de logements anciens sur les douze derniers mois (en milliers).



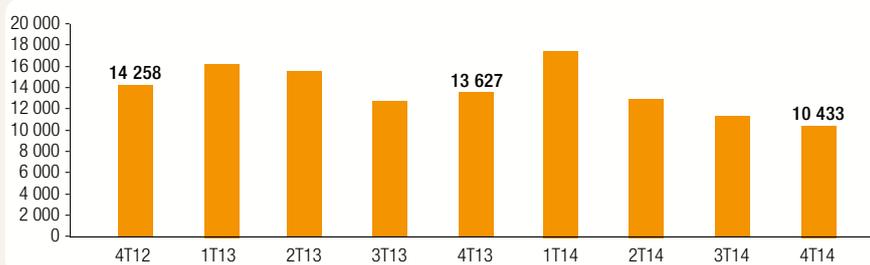
694 000 logements anciens vendus en février 2015

En février 2015, on totalise 694 000 ventes de logements anciens (en cumul sur 12 mois), soit une baisse de 6 % sur un an.

Source : CGEDD d'après DGFIP (MEDOC) et bases notariales.

DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES DANS LE BÂTIMENT

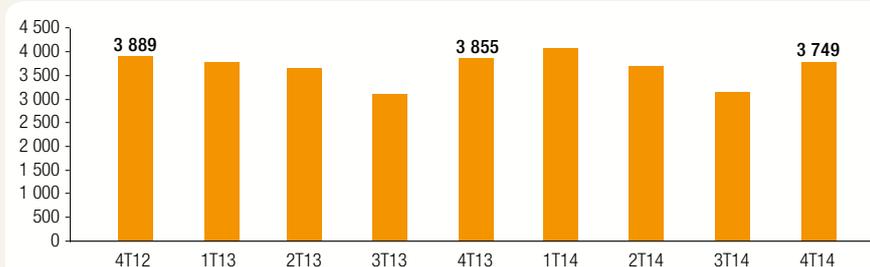
Nombre de créations



Créations : - 23,4 %*

Au 4^{ème} trimestre 2014, 10 433 entreprises ont été créées dans le bâtiment (y compris auto-entrepreneurs). En cumul sur un an, le total de créations s'établit à 52 302, soit une baisse de 9,8 % sur 12 mois.

Nombre de défaillances

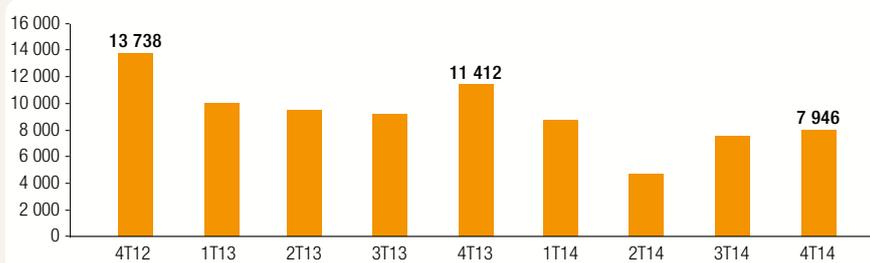


Défaillances : - 2,7 %*

Au 4^{ème} trimestre 2014, 3 749 défaillances d'entreprises ont été enregistrées (y compris auto-entrepreneurs) dans le bâtiment.

En cumul sur un an, les défaillances s'établissent à 14 646 soit une baisse de 1,8 % sur 12 mois.

Nombre de cessations



Cessations : - 30,4 %*

Au 4^{ème} trimestre 2014, 7 946 cessations d'entreprises ont été enregistrées (y compris auto-entrepreneurs) dans le bâtiment.

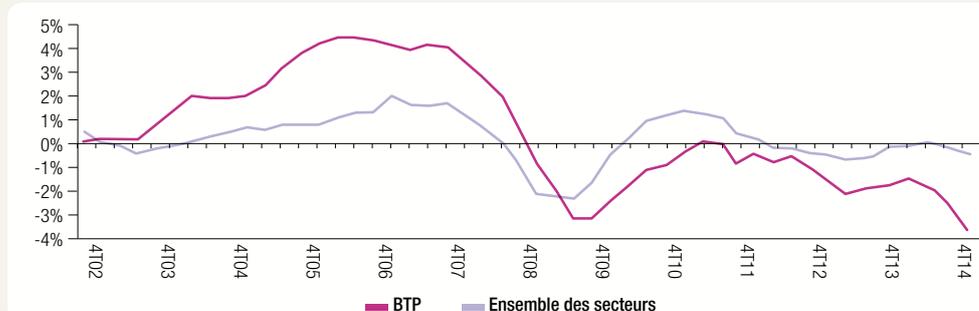
En cumul sur un an, les cessations s'établissent à 29 023 soit une baisse de 27,7 % sur 12 mois.

Source : Ellisphere
*4T2014/4T2013.

EMPLOI DANS LE BTP

Emploi salarié

L'emploi salarié du BTP s'établit à 1 346 400 au 4^{ème} trimestre 2014, soit une baisse de l'emploi (- 3,5 %) sur un an.



Source : INSEE.

Emploi intérimaire

Au 4^{ème} trimestre 2014, le secteur de la construction totalise 91 802 emplois intérimaires (emplois équivalents temps plein) contre 110 611 au même trimestre de l'année précédente. L'intérim est donc en forte baisse (- 17 %) par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le taux de recours à l'intérim (poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié total) est lui aussi en baisse et s'établit à 6,4 %.



CONFÉDÉRATION DE L'ARTISANAT ET DES
PETITES ENTREPRISES DU BÂTIMENT

2, rue Béranger - 75140 Paris Cedex 03
Tél. : 01 53 60 50 00 - Fax : 01 45 82 49 10
e-mail : capeb@capeb.fr

POUR TOUTE INFORMATION,
UTILISEZ VOTRE ESPACE RÉSERVÉ SUR :

www.capeb.fr